

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 28 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEF LOGISTIQUE Pays de Loire

ZAC du Monné
Rue du Chatelet
72700 Allonnes

Références : 2025-161_INSP_STEF LOGISTIQUE – Allonnes (72)_RAP
Code AIOT : 0006303280

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE Pays de Loire implanté ZAC du Monné Rue du Chatelet 72700 Allonnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "détection gaz".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF LOGISTIQUE Pays de Loire
- ZAC du Monné Rue du Châtelet 72700 Allonnes
- Code AIOT : 0006303280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STEF exploite, au sein de la ZAC du Monné sur le territoire de la commune d'ALLONNES (72), un entrepôt frigorifique destiné principalement au stockage de produits surgelés, ainsi que de quelques produits stockés en condition de froid positif.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours et 3 mois
7	Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Détection Ammoniac – Test détecteurs/asservissements : réalisation des tests	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Détection Ammoniac – test réel – paramètres contrôlés lors du test	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection Ammoniac – technologie et architecture	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
4	Détection Ammoniac – Compte-rendu dépassement seuil sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
5	Détection Ammoniac – dispositif direction du vent	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
6	Détection Ammoniac – fréquence de tests	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, articles 39 et 42	Sans objet
9	Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Détection Ammoniac – test réel – matériel – gaz étalon – suivi de procédure	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Sans objet
12	Détection Ammoniac – test réel – vérification des asservissements	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, articles 39 et 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à une mise à jour de la procédure test des détecteurs NH₃ par le groupe STEF LOGISTIQUES, les contrôles des détecteurs répondent aux attentes de la réglementation.

Pour approfondir cette démarche, l'exploitant devra réaliser une étude d'implantation des détecteurs au niveau des combles du site, afin de s'assurer que la disposition des capteurs est pertinente.

L'exploitant devra également modifier l'alarme de détection gaz afin de la rendre audible en tout point de l'établissement, lors des dépassements du 2^{ème} seuil au niveau des détecteurs NH₃.

Des pistes d'améliorations sur le déroulement et le compte-rendu des contrôles seront à prendre en compte par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection Ammoniac – technologie et architecture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – technologie et architecture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.</p> <p>Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les capteurs sur site sont des capteurs électrochimiques, de type toximétrique et explosimétrique.</p> <p>L'ensemble des capteurs est du modèle OLCT40.</p> <p>La salle des machines et les combles dans lesquels les détecteurs sont installés ne constituent pas un endroit où des employés travaillent en permanence.</p>

La notice technique du capteur OLCT40 a été fournie, elle est cependant générique et indique que le capteur peut être équipé de différents types de cellules, la gamme de mesure des capteurs n'est pas détaillée, ou encore les concentrations des gaz étalon en fonction des gammes de mesures sont absentes. Les manquements seront détaillés dans les constats suivants.

L'ensemble des capteurs sont reliés à une centrale MX 62. La centrale est mise en place selon la notice fournie et commande les asservissements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – implantation

Prescription contrôlée :

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

Constats :

Suite à la visite, l'exploitant a partagé la liste des détecteurs (nommé "FRA ENV S 17_Liste et localisation détecteurs NH3_V2") du site accompagnée d'un plan d'emplacement des détecteurs. Ce document a été mis à jour suite à la récente installation d'un nouveau détecteur.

La liste des détecteurs indique le type de capteur (toximétrique, explosimétrique), la gamme de mesure, les seuils de sécurité retenus, le modèle du capteur, la date d'installation, la date de changement du capteur prévue.

Les délais de remplacement des détecteurs sont fixés entre 10 et 12 ans.

=> la notice du détecteur n'indique pas la durée de vie de ces capteurs (l'information est fournie pour les détecteurs de gaz explosibles et pour les détecteurs d'oxygène uniquement).

Une étude d'implantation des détecteurs, réalisée par le groupe STEF, a été envoyée par l'exploitant en amont de la visite. Le responsable du site a pris connaissance de cette étude récemment, n'ayant pas retrouvé d'étude plus ancienne, malgré l'existence de l'installation NH₃ depuis 2003.

L'étude ne s'appuie pas spécifiquement sur les installations du site. Elle prend pour exemple une salle de machines "modèle" et décline un cahier des charges sur le positionnement des détecteurs. Les critères retenus dans l'étude sont :

- l'évaluation des dangers en fonction des installations : compresseurs, installations proches de la bouteille BP (tels que les tuyauteries, électrovannes, zones de piquages), circuits MP et HP,

- le choix des détecteurs explosimétrie ou toximétrie en fonction de la présence ou non des travailleurs,
- la description des caractéristiques des détecteurs en fonction de la surface des locaux.

Concernant la salle des machines du site, sa surface est de 285 m². Pour cette surface, l'étude d'implantation préconise l'installation de 2 détecteurs de type explosimétrie et 1 détecteur de type toximétrie.

Ce critère répond aux attentes du guide INERIS - DRA71 (rédaction des études de dangers des installations de réfrigération à l'ammoniac).

Un nouveau détecteur a été installé la semaine précédente de la visite pour répondre aux attentes de l'étude.

Concernant les combles du site, il a été constaté que les détecteurs toximétriques n'étaient pas à hauteur d'homme et que les détecteurs explosimétriques ne se situaient pas au-dessus des installations NH₃, ce qui ne répond pas aux préconisations du guide INERIS précité.

=> le positionnement des détecteurs dans les combles n'est pas encadré par une étude d'implantation.

Lors de la visite, l'inspection a vérifié l'adéquation entre l'emplacement des détecteurs par rapport au plan d'implantation (dans la salle des machines et dans les combles).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de la pertinence de l'implantation des détecteurs dans les combles, sous un délai de 3 mois.

L'exploitant justifiera le choix de 10 à 12 ans pour le remplacement des capteurs, sous un délai de 30 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de

contrôle.
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a partagé la liste des détecteurs avec leurs seuils de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • capteurs toximétrie : un seuil : 500 ppm, • capteurs explosimétrie : 1er seuil : 2 000 ppm et 2ème seuil : 4 000 ppm <p>Les gammes de mesure des détecteurs sont de 0-1000 ppm pour les détecteurs de type toximétrie et de 0-5000 ppm pour les détecteurs type explosimétrie. Les gammes de mesure des détecteurs sont donc en adéquation avec les seuils.</p> <p>La procédure test du site détaille les asservissements des détecteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuil 1 : alarme sonore ou lumineuse au niveau de la salle des machines, mise en route de l'extraction, alerte d'astreinte, - seuil 2 : coupure des installations, alarme sonore audible en tout point du site, alarme sonore ou lumineuse au niveau de la salle des machines (maintenue suite au 1^{er} seuil), mise en route de l'extraction (maintenue suite au 1^{er} seuil) et alerte astreinte. <p>=> l'information "maintenue suite au 1^{er} seuil" n'est pas retranscrite dans la procédure test. Ce qui crée une confusion sur l'enchaînement des asservissements.</p> <p>=> l'exploitant expliquera si un nouvel appel à l'astreinte est réalisé suite à la détection du 2^{ème} seuil.</p> <p>Durant l'année 2024, l'exploitant n'a pas réalisé de tests des asservissements des détecteurs. L'inspection n'a pas pu statuer sur la méthode de vérification des asservissements et la retranscription dans les rapports de contrôles pour l'année 2024.</p> <p>=> lorsqu'une vérification des asservissements est réalisée, l'exploitant ajoutera aux rapports de contrôle la description des asservissements par rapport aux seuils 1 ou 2, afin de garantir un contrôle complet de ces derniers (renvoi à la mise à jour des rapports de contrôle au Constat N°7).</p> <p>L'exploitant a partagé que l'alarme sonore du 2ème seuil n'était pas audible en tout point de l'établissement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à rectifier cet écart.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant éclaircira la présentation des asservissements de la procédure test et expliquera la procédure d'appel de l'astreinte, sous un délai de 30 jours.</p> <p>L'exploitant rendra l'alarme audible au tout point de l'établissement, sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours et 3 mois

N° 4 : Détection Ammoniac – Compte-rendu dépassement seuil sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir connu d'incident sur l'année écoulée.</p> <p>Il est rappelé que tout incident ayant entraîné le dépassement d'un seuil d'alarme doit faire l'objet d'un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Détection Ammoniac – dispositif direction du vent

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – dispositif direction du vent</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent</p>
<p>Constats :</p> <p>Une manche à air est présente à l'entrée du site. Celle-ci est éclairée la nuit, par l'éclairage public.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Détection Ammoniac – fréquence de tests

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, articles 39 et 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – fréquence de tests</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçues pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et</p>

archivées pendant trois ans.

Article 42 : L'exploitant doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité des détecteurs dans le temps.

Constats :

D'après la procédure test, la fréquence de tests des détecteurs est semestrielle, avec une activation des asservissements annuellement.

Selon les 2 derniers rapports de contrôle, du 20/08/2024 et du 16/12/2024, l'ensemble des détecteurs présents sur site ont été testés.

Notons que lors de l'année 2024, il n'y a pas eu de vérification des asservissements lors des contrôles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure de tests : critères d'acceptabilité et shunt

Prescription contrôlée :

Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a partagé la procédure de test des détecteurs corédigée avec son organisme de contrôle.

La procédure est complète, elle met notamment en avant les actions suivantes : les fréquences et type de contrôle à réaliser sur le site, les phases de contrôles (mesures avant réglage/étalonnage ou maintenance, réglage/étalonnage ou maintenance, nouvelles mesures), les seuils de détection avec leurs asservissements, les critères d'acceptabilité et le matériel nécessaire pour réaliser les contrôles.

Les critères d'acceptabilité retranscrits dans la procédure test sont :

- inspection visuelle,
- dérive de plus de 5 % par rapport à la mesure du zéro,
- dérive de plus de 5 % par rapport à la sensibilité,
- T90 supérieur à 150 s (conformément à la norme de référence qui est la norme européenne EN

45544-1 (Atmosphères des lieux de travail – appareillage électrique utilisé pour la détection directe des vapeurs et gaz toxiques et le mesurage direct de leur concentration – Exigences générales et méthodes d'essai).

Si l'un des critères n'est pas rempli, le contrôleur procède au changement de la pièce.

Les asservissements sont shuntés lors des contrôles semestriels. Le shunt et la remise en service sont rappelés dans la procédure.

Un éclaircissement a été demandé lors de la visite sur le choix du débit du gaz étalon. Le débit est annoncé entre 0,5 L/min et 1L/min dans la procédure. L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier le critère qui permet de choisir entre ces 2 valeurs.

=> l'exploitant justifiera comment le débit du gaz étalon est choisi (en se référant à la notice du détecteur).

Pour ce qui est du matériel utilisé, il est écrit que la concentration du gaz étalon doit se situer entre 10 % et 100 % de la gamme de mesure du détecteur. Pour autant, en cas de dérive positive du capteur avec une bouteille étalon ayant une concentration égale à 100 % de la gamme de mesure, la valeur visée ne serait sans doute pas atteinte. L'étalonnage serait limité, car moins précis.

=> l'exploitant justifiera comment les concentrations des gaz étalons par rapport à la gamme de mesure sont choisis (en se référant à la notice du détecteur).

Dans façon générale, la procédure test est complète et répond aux attentes de la réglementation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera comment le débit du gaz étalon et les concentrations des gaz étalons sont choisis, sous un délai de 30 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Détection Ammoniac – Test détecteurs/asservissements : réalisation des tests

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – Test des asservissements

Prescription contrôlée :

Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçues pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'analyse de la méthode de mise en œuvre des tests et leurs asservissements s'est focalisée sur les rapports de contrôle du 20/08/2024 et du 16/12/2024.</p> <p>Les rapports de contrôle indiquent : les valeurs de 1er seuil, les valeurs du 2ème seuil, la date de l'installation de la cellule, les cellules remplacées et la raison de leur remplacement (cellule hors durée de vie).</p> <p>Concernant les mesures, il a été constaté des manquements tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence d'indication avant le passage du gaz, - l'absence de calcul de la durée de réponse des alarmes (mesure du T90 par exemple), - l'absence de conclusion sur la réalisation d'un étalonnage ou non (si nécessaire en fonction des critères d'acceptabilité), - l'absence d'identification des asservissements en fonction de l'activation des seuils de détection. <p>L'exploitant a répondu que la procédure test a été mise à jour en fin 2024. Aucun test des capteurs n'a eu lieu depuis la mise à jour de la procédure, ce qui explique ces insuffisances.</p> <p>L'exploitant a garanti que les tests réalisés lors de la présente visite étaient conformes à la nouvelle procédure.</p> <p>=> l'exploitant enverra le rapport de contrôle des détecteurs en date du 24/03/2025.</p> <p>Concernant le matériel utilisé pour réaliser les tests, il a également été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport du 20/08/2024 : des bouteilles de gaz étalons de 100 ppm et 1 000 ppm ont été utilisées, alors que les seuils des différents capteurs sont de 500, 2000 et 4 000 ppm, ce qui fait que certains seuils n'auraient pas été atteints, - rapport du 16/12/2024 : des bouteilles de gaz étalons de 1 000 ppm et 2 000 ppm ont été utilisées, alors que les seuils des différents capteurs sont de 500, 2000 et 4 000 ppm, ce qui fait que certains seuils n'auraient pas été atteints, - l'absence d'indication du débit des gaz étalons utilisés. <p>=> l'exploitant s'assurera que les concentrations de gaz utilisés correspondent aux seuils à vérifier et aux gammes de mesures des détecteurs et clarifiera les débits des gaz étalons utilisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant enverra le rapport de contrôle des détecteurs en date du 24/03/2025, sous un délai de 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de</p>

maintenance de ces équipements.

Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.

Constats :

La procédure nommée "5015 – Gestion de l'indisponibilité d'un EIPS_rév 1" du groupe STEF LOGISTIQUE prévoit les dispositions à prendre en cas d'indisponibilité d'un équipement important pour la sécurité, incluant les équipements de détection ammoniac.

Les dispositions mises en place sont constituées de la prise en charge immédiate de la programmation du dépannage et des contrôles visuels renforcés, comprenant des vérifications de pression et de température.

L'exploitant ne dispose pas de capteur de rechange sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Détection Ammoniac – test réel – matériel – gaz étalon – suivi de procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – test réel – matériel et suivi procédure

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

Constats :

L'exploitant fait appel à un organisme de contrôle extérieur pour la vérification de ses détecteurs. Les deux techniciens en charge ont réalisé les contrôles de l'ensemble des capteurs indépendamment de la visite, le matin.

En présence de l'inspection, les techniciens de la société externe ont réalisé les tests réels suivants :

- test du détecteur toximétrique de la salle des machines : réglage zéro, test de sensibilité, mesure du temps T90,
- test d'un détecteur explosimétrie de la salle des machines : mesure du temps d'atteinte du seuil 2, tests des asservissements.

Matériel :

Le matériel utilisé (coiffe, tuyau) étaient conformes à la procédure test du groupe.

<p>Les bouteilles de gaz étalon (bouteille NH₃ 1 000 ppm et bouteille NH₃ 4 000 ppm) comportaient les informations requises qui doivent être reportées sur les rapports de test (n° bouteille, nature du gaz, concentration, date de validité).</p> <p>D'après la procédure test, la concentration du gaz étalon doit se situer entre 10 % et 100 % de la gamme de mesure des capteurs (1 000 ppm et 5 000 ppm), soit entre 100 et 1 000 ppm pour le détecteur toximétrique et entre 500 et 5 000 ppm pour les détecteurs explosimétriques.</p> <p>La concentration utilisée était de 1 000 ppm pour le détecteur toximétrique et de 4 000 ppm pour le détecteur explosimétrique. La procédure test était respectée.</p> <p>Les deux techniciens communiquent par talkie walkie avec une personne qui procède à l'injection du gaz au niveau du capteur et une personne qui prend la mesure du temps ou qui étalonne au niveau de la centrale.</p> <p><u>Test réglage zéro :</u></p> <p>Les techniciens ont réalisé le réglage zéro des détecteurs à l'aide d'une bouteille d'azote.</p> <p><u>Test réglage sensibilité - détecteur toximétrique :</u></p> <p>Les techniciens ont réalisé le test de sensibilité, avec la mesure du temps T90 (temps inférieur à 150 s). Les critères d'acceptabilité étant respectés, les techniciens n'ont pas réalisé d'étalonnage.</p> <p>Les tests ont été réalisés conformément à la procédure.</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir remis en service les asservissements suite à la réalisation du test réel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Détection Ammoniac – test réel – paramètres contrôlés lors du test

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – test réel – fiche test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des tests de sensibilité, les techniciens procèdent à la lecture du signal avant le passage du gaz.</p> <p>Les techniciens attendent une stabilisation de la valeur avant de conclure sur la nécessité de réaliser un étalonnage.</p> <p>Ces données sont relevées sur les rapports de test.</p> <p>Le temps de réponse des alarmes et la mise en sécurité des installations ne sont pas mesurés par les techniciens lors de contrôle. Ces mesures ne sont pas exigées dans la procédure test.</p>

A la demande de l'inspection, les techniciens ont réalisé une mesure du temps de réponse des alarmes pour le 2^{ème} seuil. La durée mesurée était de 1 min 26.

=> l'exploitant intégrera la mesure des temps de réponse des alarmes dans la procédure test et y ajoutera des critères d'acceptabilité afin de pouvoir apprécier une durée trop élevée (le critère d'acceptabilité peut être choisi à partir de l'étude de dangers du site par exemple).

Le temps zéro correspond au début de l'augmentation de la concentration du détecteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera les mesures des temps de réponse des alarmes et la mise en sécurité des installations lors des prochains contrôles et les intégrera dans la procédure test.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Détection Ammoniac – test réel – vérification des asservissements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, articles 39 et 42

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – test réel – fiche test

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission, sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente).

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Constats :

La mesure du temps de déclenchement de la deuxième alarme et la vérification du bon déclenchement des asservissements ont été réalisés sur un détecteur explosimétrique (gamme 0-5000 ppm, seuil 1 : 2 000 ppm, seuil 2 : 4 000 ppm) avec une bouteille de gaz étalon 4 000 ppm.

Les asservissements du premier seuil se sont déclenchés. Par la suite, les asservissements du second seuil se sont déclenchés.

L'inspection a pu constater les asservissements suivants :

- au premier seuil : ventilation additionnelle, alarme salle des machines ;
- au second seuil : coupure du système pompes.

=> l'inspection n'a pas constaté un retour de la part de l'astreinte suite au dépassement du 2ème seuil.

Type de suites proposées : Sans suite